

du 18.1. au 24.1.2018
21^e année numéro 3
Luxembourg 3,00 €
Etranger 3,20 €

Le Jeudi

Aujourd'hui le

9⁹⁹ €
abonnement

n°9

FRANCE
EXTRAORDINAIRE
GEO

Sous les chiffres, des êtres humains

Le Luxembourg accueille de plus en plus de réfugiés,
l'Europe se divise

Lire pages 4 et 5



Schneider propose du Macron

Il marche en solitaire

Un mouvement comme En Marche au Luxembourg? Etienne Schneider a lancé l'idée. Mais est-ce vraiment possible, avec le système électoral et dans le paysage politique luxembourgeois?

6 L'ACTUALITE

Electricité

Du vert au compteur

Libéralisé et permettant une concurrence accrue, le marché de l'électricité reste spécial, dans un pays dépendant énergétiquement de l'extérieur. L'électricité d'origine renouvelable y fait notamment son trou, lentement et plus localement.

12 L'ECONOMIE

Exposition: Stefan Zweig

Les années de l'exil



Le Centre Abbaye de Neumünster propose une très belle rencontre avec un auteur phare du XX^e siècle, dont la vie et l'œuvre ne cessent de résonner avec ce début de troisième millénaire placé sous le signe des migrations, de l'errance et des illusions vite perdues.

23 LA CULTURE

Œuvres d'art

L'Afrique dépouillée

La question de la restitution des œuvres artistiques et culturelles n'est plus tabou. Le chemin reste cependant long pour qu'elles retrouvent leurs pays d'origine respectifs.

33 LE CLUB



5 4 5 3 0 0 0 0 2 4 0 3 6

Le Jeudi
L'hebdomadaire
luxembourgeois en français
www.lejeudi.lu

1, rue de l'Alzette
L-4011 Esch-sur-Alzette
E-mail: redaction@le-jeudi.lu
Tel.: (+352) 22.05.50

LA PHRASE

”

La France était prête à accueillir autant de réfugiés en trois ans que l'Allemagne en une semaine.»



Charles Goerens, député européen, à propos du manque de solidarité dans l'Union

CHIFFRE

1.152

personnes ont obtenu le statut de réfugié en 2017, contre 764 en 2016 et 200 en 2015

LE B.A.-BA



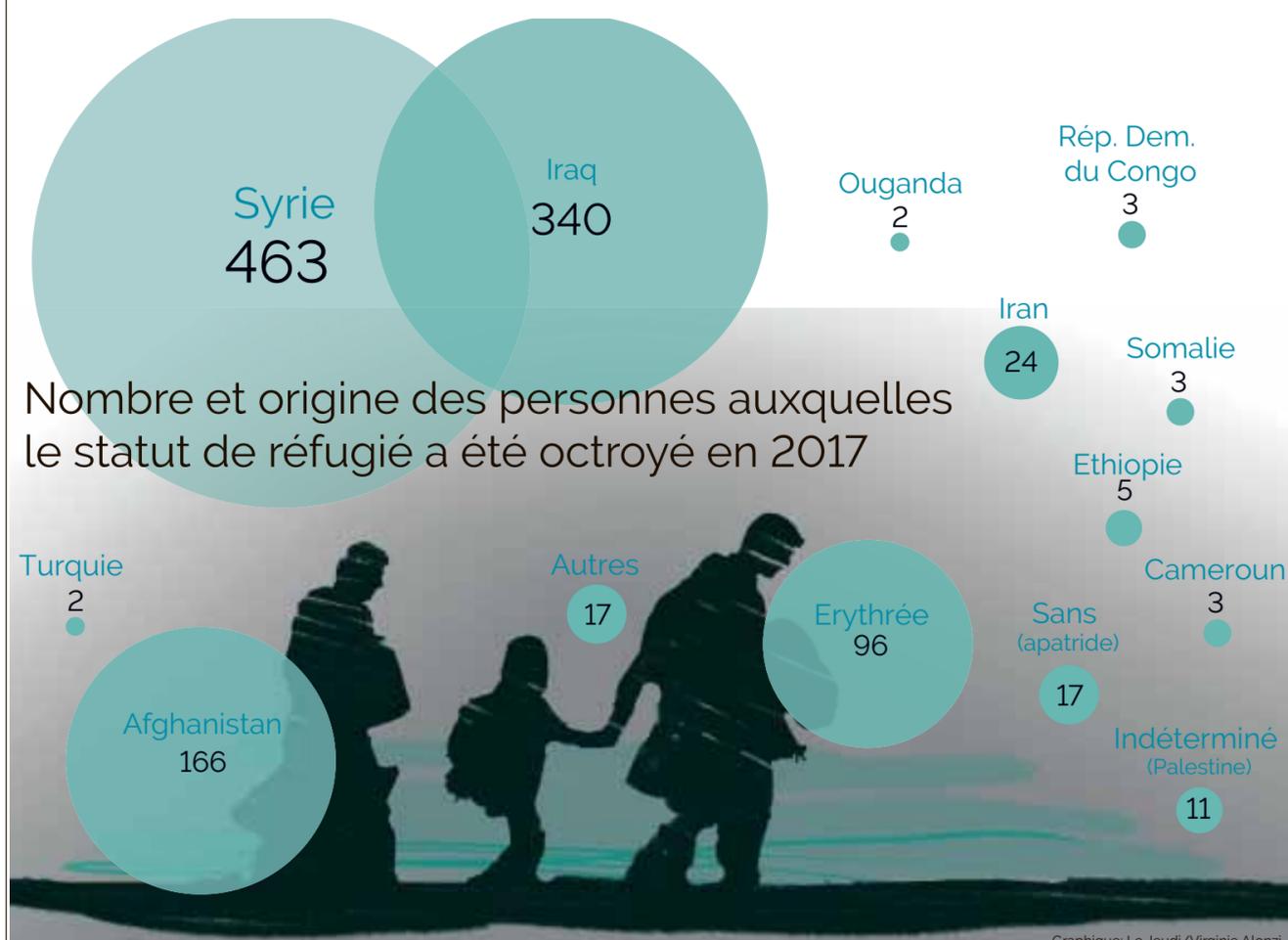
Photo: AP/Emilio Morenatti

Alors que le Luxembourg annonce un quota de réfugiés record pour 2017, l'Europe se déchire autour de la répartition de ceux qui ont fui leur pays. Egoïsme rime souvent avec nationalisme. Les pratiques disparates en matière d'accueil contribuent à faire le tri, et les règles européennes renforcent paradoxalement les inégalités.

Sous les chiffres, des êtres humains

Alors que le Luxembourg voit exploser les chiffres de l'asile, la main tendue tourne à l'équation européenne

Thierry Nelissen



Nombre et origine des personnes auxquelles le statut de réfugié a été octroyé en 2017

Graphique: Le Jeudi/Virginie Alonzi

Une équation, avec des inconnues, et de grosses contraintes venues de l'Est, mais pas seulement. L'accueil des réfugiés, aujourd'hui, c'est d'abord des chiffres qui cachent les mains tendues. Et un fameux casse-tête pour l'Europe, dont beaucoup de pays membres ont abandonné la solidarité pour flatter des nationalismes aux relents quelque peu nau-séabonds.

La sortie, cette semaine, du Premier ministre hongrois à ce sujet, n'avait rien de franchement étonnant: «*Nous ne nous laisserons pas dicter par Bruxelles qui nous devons accueillir dans notre pays, réaffirme Viktor Orban. Seule la Hongrie peut décider de qui peut séjourner sur son sol. Si ce principe est respecté, nous participerons volontiers à un système de gestion des réfugiés.*» Minute, papillon: comme le rappelle le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn, il n'est pas dans l'esprit de l'Europe de répondre à une crise majeure sans être forte et solidaire. Ce n'est donc pas à chacun de faire sa sélection dans son coin.

Mais avec quels moyens de coercition de la part de Bruxelles, la honnie? C'est là que le bât blesse. Peut-être la prochaine définition des dépenses européennes signifiera-t-elle un retour de balancier pour les pays rebelles, mais le rythme européen est lent, alors que celui des populis-

tes se situe dans l'immédiateté. Et si le pape lui-même ne cesse de prôner l'accueil, cela ne trouble pas Orban, qui n'a rien contre la «charité chrétienne», lui qui fustige la protection internationale.

Ses mots sont révélateurs d'une Union européenne qui doit aujourd'hui avancer au milieu des rapports de force, alors qu'elle s'était construite sur le consensus, tempéré certes à plus d'une reprise par le partenaire britannique...

Si Eurostat n'a pas encore compilé les chiffres de l'asile pour 2017, il est certain que la fissure Est-Ouest continuera à être bien marquée. L'Allemagne, qui avait ouvert tout grand ses portes en 2015, et accueilli depuis des centaines de milliers de demandeurs d'asile, limiter son quota 2018 à ... 200.000. De quoi faire pâlir de honte des pays comme la France, où le gouvernement Macron se pose aujourd'hui en gestionnaire de l'immigration, toutes causes confondues,

en voulant remplacer la supposée incurie des cinq dernières années par des dispositifs de tri et de décision plus rapides: bien expulser est le corollaire de bien accueillir. Le projet de loi «asile et immigration» déchaîne déjà les passions.

Le Luxembourg, en tout cas, affirme avoir fait sa part. Syriens, Irakiens, Afghans et Erythréens constituent le gros du contingent de ceux qui ont obtenu le statut de réfugié. Les demandes ont sensiblement augmenté (2.322), les reconnaissances (1.152) ont explosé, et les processus mis en place pour ne pas faire attendre inutilement ceux dont la demande n'est pas fondée se sont affinés.

Le controversé règlement de Dublin est un de ces instruments. Il prévoit, en gros, que l'Etat par lequel le demandeur est entré en Europe est responsable de la gestion de son dossier. Cela a permis au Grand-Duché de se déclarer incompétent dans 1.225 cas (le double de l'année précédente). Cela permet aussi souvent aux pays qui ne veulent pas jouer la solidarité de se débarrasser du problème. Devoir se soucier de la provenance d'un candidat réfugié avant de se pencher sur ses besoins, voilà bien un effet pervers des impossibles tentatives de coordination entre Etats européens. La Grèce et l'Italie, en première ligne de l'accueil, en savent quelque chose.

”

Il n'est pas dans l'esprit de l'Europe de répondre à une crise sans être forte et solidaire.

«S'intégrer ne veut pas dire rester»

Husain dort à Mersch mais rêve de Homs

Souriant, Husain loue l'expérience plutôt que l'épreuve de ces trois dernières années: «Aujourd'hui, je parle des langues étrangères (français, anglais et... luxembourgeois). Ce sera utile pour l'avenir».

Pour fuir la Syrie vers la Turquie, par la mer, il a déboursé 5.000 euros. Et 5.000 de plus pour trouver un havre de paix au Luxembourg. A 28 ans, célibataire, il loue un studio à Mersch, et s'est trouvé un boulot auprès du service de l'association Caritas qui aide les réfugiés régularisés à se trouver un logement.

«Il parle l'arabe, ce qui nous aide avec une bonne partie des gens qui ont recours à nos services», explique Georges Glod, chef du projet «Neien Ufank». Son service gère 183 dossiers, et a déjà réussi à trouver 32 logements. Un pas important pour les familles, qui supportent moins facilement la vie en foyer d'accueil.

Agé aujourd'hui de 28 ans, Husain vivait très confortablement à Homs, de ses revenus d'agent immobilier. Sa ville, où son père est aussi promoteur, sera l'une des premières

frappées par le conflit. Il fuit vers Lattaquié, où une partie de sa famille se trouve encore, puis Istanbul en Turquie. L'enrôlement d'office ou les geôles de Bachar al-Assad ne le tentaient que modérément.

Et s'il ne rêve que d'une chose, retourner dans son pays, c'est à la condition expresse que le président syrien ait disparu de l'échiquier. L'hiver gris ne l'a pas rendu dépressif, pas même mélancolique. «Là-bas, nous avons aussi quatre saisons, comme ici».

Témoin de l'installation ici de ses compagnons d'exil, Husain est un démenti des préjugés. D'abord de celui qui veut qu'on vienne nécessairement pour trouver une vie meilleure, avec un aller simple. «C'est un grand changement par rapport aux migrations depuis les Balkans», note Georges Glod, qui balaie la seconde idée préconçue: «La religion n'est jamais un sujet de conversation avec les familles dont on s'occupe. D'accord, il y a l'acquis culturel, qui fait que c'est compliqué d'envoyer un réparateur quand la femme est seule à la maison...»

D'ailleurs, dans les familles, seul l'homme est généralement à la recherche d'un travail. Les femmes qui entrent dans ce processus d'insertion sont essentiellement celles qui sont arrivées seules.

Autre préjugé chancelant: non, les réfugiés ne courent pas après l'assistanat intégral. Eux qui ont généralement quitté un job dans leur pays d'origine ne peuvent envisager de rebondir qu'en travaillant. Dotés de compétences variables, des plus qualifiés aux moins formés, ils ont dans leur infortune la chance de tomber au Luxembourg dans un marché de l'emploi relativement porteur.

Et pour trouver de l'emploi, l'apprentissage du français est un passage obligé. «Le Luxembourg est un pays cosmopolite. Les réfugiés se fondent facilement dans la masse», sourit Georges Glod.

Pour Husain, il n'était pas question de rester en marge: «S'intégrer, ça ne veut pas dire rester. C'est un respect élémentaire pour le pays d'accueil, et une condition nécessaire pour trouver du travail. C'est une évidence, pas une option.»



Photo: archives Editpress

«C'est à hurler»

Charles Goerens fustige les égoïsmes

Le député européen Charles Goerens (DP) est bien placé pour jauger le climat de l'Union par rapport à la crise des réfugiés.

«Au Parlement européen, on pourrait encore trouver une majorité pour une politique généreuse. Et en Europe, il suffirait même d'un peu de solidarité pour que le problème des réfugiés ne se pose plus. Mais on est aujourd'hui face à un blocage, d'abord celui des pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie), qui acceptent peu ou pas de réfugiés, qui ont refusé toute forme de quotas. Et puis

d'autres pays, qui rendent l'entrée des réfugiés très difficile, comme le Danemark, ou qui rechignent à en prendre leur part, comme la France ou le Royaume-Uni. Il y a une montée des attitudes nationalistes, égoïstes: c'est à hurler!»

Mais comme les processus européens sont longs et compliqués, il est difficile de faire pression sur la Hongrie ou la Pologne. Ils doivent pourtant comprendre que, quand on donne, on ne s'affaiblit pas. Je préfère vivre dans un pays qui donne, comme le Luxembourg, que dans un pays qui est condamné à recevoir.

Le pire, c'est qu'on assiste aujourd'hui en Allemagne à un rejet de la politique en faveur des réfugiés. Cela n'arriverait pas si tous les autres pays avaient eu la même générosité vis-à-vis des réfugiés.»

La sous-traitance par l'Union de l'accueil des réfugiés hors de ses frontières ne va pas sans inquiéter Charles Goerens. «Quand elle passe des accords avec la Turquie ou la Libye, par exemple, l'UE devrait les faire chapeauter par le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU. Il est impératif que nos valeurs s'exportent pour encadrer nos accords.»

VISUELLEMENT



OPINION

Du sentiment à l'équation

Thierry Nelissen

Parti d'un bon sentiment, mais aussi des engagements juridiques internationaux, l'accueil des populations en détresse demande plus que de la générosité: un vrai projet, une organisation.

Dans ce sens, le Luxembourg a mis en place des structures pour intégrer les réfugiés, les loger, les insérer si possible dans les circuits professionnels. La France, en comparaison, commence seulement à s'interroger sur la généralisation de cours de langue... Ce qui trouble, dans le dossier de l'asile, et de l'immigration, c'est qu'on semble voués à vivre dans un monde où le droit de se déplacer sera de plus en plus conditionnel. Arriver en Europe pour améliorer son quotidien, alors qu'on n'a pas de traces de torture à présenter, quelle outrance! Il y a le bon migrant et le mauvais migrant. Il y a les procédures, les règlements.

Peut-on rêver d'Europe, quand on est né sur un autre continent? Que fera l'Europe des réfugiés climatiques quand elle est déjà si peu unie pour accueillir ceux qui fuient guerre et persécutions? Pour vivre le rêve européen, merci de satisfaire aux conditions du règlement...

463

Le plus gros contingent de réfugiés régularisés en 2017 vient de Syrie: 463 ressortissants de ce pays en guerre ont vu leur demande acceptée, comme 340 Irakiens, 166 Afghans et 96 Erythréens. La situation politique délicate de ces pays confère à leurs habitants une reconnaissance quasi automatique, ce qui n'est pas le cas pour d'anciens pays à forte demande, comme ceux des Balkans occidentaux. Dans le cas de migrants issus de ces pays, une procédure ultra accélérée a même été mise sur pied en 2017, pour éviter un enlèvement de leur situation. 169 Albanais, Serbes, Kosovars, Bosniens ou Macédoniens en ont fait les frais, en plus des quelque 160 qui étaient déboutés via la plus classique «procédure accélérée».

3.186 décisions ont été prises par la Direction de l'immigration, soit une augmentation de 867 par rapport à l'année 2016. Les cas dits «Dublin» sont en forte augmentation: le Luxembourg s'est dit incompétent dans 1.225 cas, renvoyant les demandeurs au pays de leur entrée en Europe, sans examiner leur dossier sur le fond.

Les demandes émanent en majorité de Syriens (368), Erythréens (224), Marocains (205), Serbes (190) et Algériens (169). Le nombre de demandes venues de ressortissants du Maghreb peut surprendre. Difficile de connaître le profil exact de ces migrants: dans la majorité des cas, le Grand-Duché se déclare incompétent.